13.000 agents, C.R.S. et gendarmes mobiles quadrillaient Paris hier

Dans certaines villes de province, les soldats du contingent ont été contraints à des besognes de police

DEPUIS mardi soir, à Paris et en banlieue, un important dispositif de répression avait été mis en place, notamment dans les arrondissements du centre de la capitale, aux portes de Paris et dans les communes où les travailleurs algériens sont le plus nombreux.

Toutes les permissions ayant été supprimées à la préfecture de police, 8.000 agents (qui avaient troqué le képi contre le calot et qui portaient leur casque à la ceinture) étaient disséminés aux quatre coins de la capitale. Ils avaient été renforcés par 25 escadrons de gendarmerie et 10 compagnies de C.R.S., soit au total plus de 13.000 hommes.

Hier matin, les cars bondés de policiers étaient particulièrement nombreux au rond-point de la Défense, au pont de Neuilly, à l'Etoile, au Bois de Boulogne, à la porte de la Villette, au quartier Latin et à la Goutte-d'Or.

Des dispositions semblables avaient été prises dans les principales villes de France et les troupes étaient consignées dans l'ensemble du pays. A Marseille, plusieurs engins blindés légers étaient stationnés sur l'autoroute-nord cependant que des soldats, baïonnette au canon, gardaient certains édifices.

En Meurthe-et-Moselle, trois compagnies de C.R.S. et deux escadrons de gardes mobiles avaient été amenés en renfort. On leur avait même adjoint un millier de soldats du contingent. Quant aux paras de Nancy, ils formaient, dit-on, la « seconde réserve ».

Des renforts de police avaient également été mis en place à Metz, Lyon, Nice, Sochaux, Bordeaux, etc.

Ballons verts et blancs au-dessus du bidonville de Nanterre

Dans la banlieue parisienne, c'est à Nanterre que le plus important dispositif de répression avait été installé. Dès les premières heures de la matinée, les bidonvilles de cette localité étaient gardés par les harkis, mitraillette au poing, tandis que des cars de police patrouillaient dans la ville.

A 10 heures, un groupe d'enfants algériens se sont réunis autour d'une borne-fontaine en criant : « Algérie algérienne. »

Dans la matinée, des ballons vert et blanc ont également été lâchés. Une chèvre qui broutait devant le bidonville portait, elle aussi, des ballons vert et blanc et un drapeau algérien.

A midi, cependant, on a vu arriver six cars bondés de C.R.S. et l'on a constaté que les harkis étaient de plus en plus nombreux.

Au début de l'après-midi, un hélicoptère de la police se mit à survoler Nanterre et ses environs cependant qu'au pont de Neuilly de nombreux cars de C.R.S. et un autobus de la R.A.T.P. réquisitionné prenaient position.

Chandails verts et foulards blancs

Un peu après 14 heures, à Barbès et avenue de Clichy, plusieurs Algériens, qui portaient un chandail vert et un grand foulard blanc, ont été arrêtés. D'autres ont également été appréhendés dans les quartiers de Cambronne et Rochechouart.

Drapeaux algériens à Gennevilliers et en Seine-et-Oise

Des drapeaux algériens et plusieurs pancartes portant les inscriptions : « Négociations avec le G.P.R.A. », « Vive l'indépendance algérienne », « A bas le couvre-feu raciste », « Libérez nos pères, nos frères et nos fils », avaient été accrochés dans la nuit au monument de la Résistance, boulevard Jean-Jaurès, à Gennevilliers.

Des drapeaux algériens avaient également été accrochés à un candélabre, devant l'église de Beaumont-sur-Oise, et sur la statue du général Leclerc, à Pontoise.

Les Unions syndicales C.G.T. des métaux de la Seine

Intensifier les actions dans les jours qui viennent

POUR LA PAIX IMMEDIATE EN ALGERIE

LES Unions syndicales des Métaux de la Seine CGT ont publié hier un communiqué dans lequel elles « s'élèvent avec colère et indignation contre les crimes commis en Algérie contre la population musulmane. Après la répression féroce qui n'est encore contre les travailleurs algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris, disent les UD, c'est à nouveau le racisme le plus bestial qui s'est déchaîné ».

Et le communiqué poursuit :

« Actions pour la paix immédiate en Algérie : c'est l'appel lancé par les Unions syndicales des Métaux de la Seine pour la semaine d'action. A cet appel, des usines ont répondu par des actions de formes diverses. C'est ainsi que des actions ont été menées notamment chez Genève, SKF, Chauvin, UOL, Renault, SNECMA, SUD, Dassault, Hispano, Sud-Aviation, SAVIEM, SKF. »

En conclusion, les Unions syndicales des Métaux CGT « estiment que actions et appellent les métallurgistes à les développer, les intensifier dans les jours qui viennent pour que le pouvoir gaulliste se saisisse des propositions faites par le G.P.R.A. pour l'ouverture immédiate des négociations pour la paix en Algérie ».

Manifestation silencieuse place Maubert

Une manifestation silencieuse contre la répression, contre le racisme et pour la paix en Algérie, s'est déroulée hier à midi sur la place Maubert, à Paris.

Au moment où les 500 manifestants se dispersaient, une violente explosion retentissait, une charge explosive ayant été déposée sur la place. Il y a eu trois blessés légers.

Un peu avant midi, Jean-Paul Sartre, entouré de plusieurs personalités universitaires, débouchait sur le trottoir du boulevard Saint-Germain et se groupaient devant la station de métro « Maubert-Mutualité ».

Les policiers établirent aussitôt un barrage, mais un accord intervint très rapidement entre eux et Jean-Paul Sartre. Celui-ci demanda, en effet, à manifester pendant dix minutes silencieusement et promit que ses amis se disperseraient aussitôt après, ce qui leur fut accordé. Cinq minutes plus tard, Jean-Paul Sartre prit la parole et déclara notamment :

« Nous avons obtenu l'autorisation de manifester dix minutes silencieuses. Cinq minutes sont maintenant écoulées... Je vous remercie, mes amis, d'être venus ici avec nous pour manifester contre le racisme et le fascisme. »

Une charge de plastic explose

Il était midi et c'est à cet instant qu'une violente explosion retentit. Une charge explosive, vraisemblablement de dynamite ou de plastic, avait été déposée contre la grille, devant le socle vide de l'ancienne statue d'Etienne Dolet. Une voiture a été endommagée, des vitres brisées et trois personnes ont été atteintes légèrement.

Après la dispersion des manifestants de la place Maubert, un groupe d'environ 300 jeunes gens s'est regroupé place Saint-Michel et s'est dirigé vers la place Edmond-Rostand. Ils se sont assis la plupart d'entre eux sur le trottoir, un petit nombre sur la chaussée. 43 d'entre eux ont été emmenés au commissariat de Notre-Dame-des-Champs.

D'autre part, à Poitiers, au début de l'après-midi, des étudiants ont manifesté leur solidarité avec les étudiants nord-africains par une minute de silence observée devant la Cité Universitaire. De leur côté des « non violents » s'installaient sur les marches de l'Hôtel de Ville en brandissant des pancartes en faveur de la paix.

Un appel de 50 intellectuels

pour la paix en Algérie et contre le fascisme

CINQUANTE écrivains, professeurs et maîtres de recherches de l'enseignement public, ont signé, à l'occasion du VIIe anniversaire de la guerre d'Algérie publié un appel où ils dénoncent notamment : « Le fascisme monte, les pratiques racistes s'installent, la guerre civile est à nos portes.

« On veut nous endormir en prétendant que le général-président veut la paix, mais nous savons à présent que ses atermoiements dissimulent sa faiblesse. On n'arrête pas la guerre en ménageant à tout prix ceux qui veulent la prolonger. »

« Il faut parler clair : seule la reconnaissance explicite de l'indépendance algérienne sur la base de l'intégrité du territoire et de l'unité du peuple algérien permet de restaurer la paix au bénéfice de tous. Il faut que la proclamation de cette indépendance fasse l'objet, comme le demande aussi le GPRA, de négociations immédiates. »

Après avoir déclaré que « l'heure des protestations verbales est passée », les signataires déclarent que toutes les forces démocratiques, la classe ouvrière et les intellectuels organisent ensemble l'action en vue de manifester leur solidarité aux travailleurs et aux étudiants algériens et mettre fin à la guerre.

L'appel conclut : « Nous demandons à tous les intellectuels de signer cet appel, de s'organiser et de participer à toute manifestation ou action visant à imposer la paix et la démocratie. »

Le texte est signé par : Jacques Berque, professeur au Collège de France ; Jean Bruhat, chargé de cours à la Sorbonne ; Jean Chesneaux, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes ; Jean Dresch, professeur à la Faculté de Médecine ; Jean Dresch, professeur à la Sorbonne ; Paul Fraisse, professeur à la Sorbonne ; Pierre Grappin, professeur à la Sorbonne ; Hélène Grallot-A'phandéry, directeur-adjoint à l'Ecole des Hautes Etudes ; R. Godement, professeur à la Sorbonne ; Georges Gurvitch, professeur à la Sorbonne ; V. Jankélévitch, professeur à la Sorbonne ; Alfred Kastler, professeur à la Sorbonne ; J.-P. Kohane, chargé de cours à la Faculté des Sciences de Montpellier ; Bernard Malgrange, maître de conférences à la Sorbonne ; Philippe Malrieu, professeur à la Faculté de Lettres de Toulouse ; J.-P. Mathieu, professeur à la Sorbonne ; Ignace Meyerson, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes ; Gustave Monod, directeur honoraire de l'Enseignement secondaire ; Jacques Monod, professeur à la Sorbonne ; Jacques Panigel, chargé de recherches au C.N.R.S. ; Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne ; R. Portel, professeur à la Sorbonne ; E. Schatzmann, professeur à la Sorbonne ; L. Schwartz, professeur à la Sorbonne ; J.-P. Vernant, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes ; Jean-Pierre Vigier, maître de recherches au C.N.R.S. ; Philippe Vigier, maître de recherches au C.N.R.S. ; Henri Wallon, professeur honoraire au Collège de France ; René Zazzo, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes.

Arthur Adamov ; Louis Aragon ; Simone de Beauvoir ; Maurice Blanchot ; Roger Blin ; Pierre Boulez ; Michel Butor ; Jean Cassou ; Aimé Césaire ; Pierre Daix ; Louis Daquin ; Marguerite Duras ; Lapoujade ; Michel Leiris ; André Marison ; Christiane Rochefort ; Nathalie Sarraute ; Jean-Paul Sartre.

Un millier de personnes manifestent de la place Clichy à la place Blanche

Hier après-midi vers 16 h. 30, un millier de personnes, rassemblées derrière des banderoles du P.S.U., ont défilé de la place Clichy à la place Blanche. La brève manifestation s'est déroulée sous les mots d'ordre : « Négociation immédiate » et « Halte au racisme ». Après s'être réunis place Clichy, autour des dirigeants du P.S.U., les manifestants se sont dirigés vers la place Blanche, précédés de leurs pancartes. Ils se sont dispersés au moment où arrivaient quatre cars de police. Vingt-trois personnes ont été arbitrairement arrêtées, notamment parce qu'elles distribuaient des tracts « pour que nos jeunes soldats rentrent leurs foyers, pour que soit signée la paix ».

A SAINT-DENIS : Délégations de femmes et d'employés communaux à la préfecture de police et au camp de Vincennes

La semaine d'action pour la paix en Algérie et contre les violences policières a déjà été marquée par des prises de position, des pétitions et des démarches diverses.

Chez Jeumont, une protestation a été adoptée par les syndicats CGT, CFTC et autonomes.

Aux entreprises E.U.S.D. et I.C.T., les travailleurs ont voté des résolutions. Chez Lambert, une pétition a été soumise à l'approbation des ouvriers.

Une délégation de femmes de la cité Barbusse et des employés communaux s'est rendue à la préfecture de police pour exiger la libération d'un employé communal algérien interné. Une deuxième délégation est allée à Vincennes. Jeune femme de cet Algérien attend un bébé. Elle était sans nouvelles de son mari.

Il a été répondu à la seconde délégation que l'Algérien serait relâché après le 1er novembre.

■ LE CONGRES DU SYNDICAT GENERAL DU PERSONNEL D'AIR FRANCE a adopté hier une motion qui réclame la reprise immédiate de la négociation avec le G.P.R.A.

A partir d'aujourd'hui dans toutes les prisons de France

GRÈVE DE LA FAIM

des ministres du G.P.R.A. et de tous les Algériens emprisonnés

Les ministres algériens détenus en France, au château de Turquant, ont fait parvenir à la presse un communiqué dans lequel ils annoncent leur décision de faire à partir d'aujourd'hui une grève de la faim illimitée.

Les ministres algériens déclarent que, « au moment où le G.P.R.A. relance solennellement sa politique de paix par la négociation, le gouvernement français aggrave de façon dramatique en Algérie, comme en France, sa politique de répression raciste ».

Ils soulignent que « la situation matérielle et morale des détenus dans les prisons ou les camps de concentration de France et d'Algérie est devenue de plus en plus intolérable ».

Les ministres algériens rappellent que « le G.P.R.A. avait ordonné que les manifestations (du 17 octobre et des jours suivants) fussent pacifiques. Elles le furent et le restèrent jusqu'au bout ».

« Ainsi, poursuit le communiqué, une fois de plus, l'autorité et la représentativité du G.P.R.A. étaient-elles confirmées à la face du monde. »

Après avoir fait état du « déchaînement raciste des forces de répression », le communiqué indique les raisons pour lesquelles commence aujourd'hui, à Turquant comme dans tous les autres lieux de détention, un mouvement général de grève des Algériens.

La grève de la faim a pour but :

« 1. — Dénoncer cette politique du pire qui se poursuit au mépris des traditions de la conscience française comme des lois de la guerre et des règles d'humanité les plus élémentaires.

« 2. — S'associer au mouvement général de grève de la faim qui sera lancé le 1 novembre par les patriotes emprisonnés en France, afin d'obtenir le régime politique.

« 3. — Protester contre les poursuites engagées contre leurs avocats, dont le procès, prévu à partir du 6 novembre, constitue un défi à la justice.

« 4. — Communier avec tous les frères maghrébins et sœurs maghrébines, c'est-à-dire aussi avec les ressortissants marocains et tunisiens victimes des mêmes mesures de provocation raciste.

« 5. — Soulever leur propre problème, non sous l'angle des conditions de leur détention, mais de leur principe même, puisqu'elle résulte d'une violation du droit des gens, d'une atteinte à la souveraineté de l'Etat indépendant du Maroc et d'un acte de piraterie au regard de la loi internationale.

« Cette détermination des attardés du colonialisme de multiplier les obstacles à la négociation, parallèlement aux gestes de complaisance et de solidarité effective à l'égard des groupes ouvertement fascistes et racistes, se renforce au moment où la guerre entre dans sa phase cruciale. »

Les ministres détenus soulignent « la gravité des conséquences qui peuvent découler de cette situation à travers tout le Maghreb et la grande responsabilité qui en résulte pour les forces démocratiques françaises ».

Grève de la faim des détenus de Nancy et Toul

Les quelque 200 musulmans algériens détenus dans les prisons de Nancy et de Toul ont marqué le 1er novembre en s'abstenant de toucher aux repas servis dans la journée.

Manifestation des Algériens à la prison de Caen

Une manifestation a eu lieu hier à midi à la maison d'arrêt de Caen où sont incarcérés plusieurs détenus algériens.

Agrippés aux grilles des fenêtres de leurs cellules, les Algériens scandaient : « Algérie algérienne », « Vive l'indépendance », derrière les drapeaux vert et blanc qu'ils avaient réussi à arborer.

Quand le silence est revenu dans cette partie de la prison, les femmes musulmanes, à leur tour, se mirent à manifester encore plus bruyamment que les hommes.

A ARCUEIL Des centaines de signatures ont déjà été rassemblées mardi, au cours d'une journée d'action

Demain, une délégation se rendra à l'Elysée

A l'appel du comité local du Mouvement de la Paix, une journée d'action contre la répression et pour la négociation avec le G.P.R.A. s'est déroulée mardi à Arcueil.

Dix délégations des entreprises et des quartiers ont apporté à la mairie des centaines de signatures.

Ces pétitions seront remises vendredi à l'Elysée par une délégation qui sera conduite par un membre de la municipalité.

D'autres actions se préparent.

(Correspondant Humanité.)

Attentat à Lille contre un café nord-africain : 2 morts — 8 blessés

Un attentat a été commis, hier soir, peu après 19 heures contre un café nord-africain de la rue Gustave-Delory à Lille.

D'après les premiers renseignements, il y aurait 2 morts et 8 blessés.

Après la brutale répression policière contre les Algériens

10 questions du Secours Populaire Français

DANS un document largement diffusé, le Secours Populaire Français pose un certain nombre de questions au sujet de la répression dont sont victimes les Algériens.

Voici ces questions :

« Est-il vrai que des Algériens soient jetés, pieds et poings liés, dans la Seine à Gennevilliers, Argenteuil, Bezons, Nanterre ?...

— Que l'on ait passé à la « paille de fer » un Algérien arrêté mardi 17 au pont de Neuilly et emmené au commissariat ?

— Que l'on ait fait danser tout nus des hommes et des femmes algériens dans un bidonville et qu'on les ait arrosés d'eau froide après avoir détruit tout ce qui leur appartenait ?

— Qu'il ait été procédé, à la porte de Versailles, au matraquage systématique de tous les Algériens désirant se rendre aux W.-C. après qu'ils se soient déjà fait copieusement matraquer entre deux rangées de policiers à la descente des cars ?

— Qu'il n'était attribué qu'un seul quart d'eau par 24 heures ?

— Que l'on doive tirer des conclusions sur le fait que mardi soir 17 octobre des C.R.S. aient écarté des Algériens raidés qui voulaient rester auprès de plusieurs d'entre eux dans un état grave et que l'on ait entendu ensuite des coups de feu ?

— Que faute de « soins » des hommes soient morts au stade Coubertin ?

— Qu'un Algérien ait abattu sur place alors que l'on menaçait de prendre 10 otages s'il ne se dénonçait pas ?

— Que saccager et détruire le peu de bien des Algériens, qu'abîmer la nourriture, brutaliser femmes et enfants, écoliers et écolières, sont choses courantes ?

— Que l'on déchire et détruise tous les papiers d'identité de famille de Sécurité sociale, etc., des Algériens ? »

Une lettre au président de la République

Au document est joint le texte détachable d'une lettre au président de la République qu'il est possible d'adresser à l'Elysée après l'avoir signée. Ce texte dit notamment :

« Je suis profondément bouleversé de constater que de tels actes aient pu se commettre dans notre pays qui a tant souffert de faits identiques durant l'occupation nazie. J'aimerais dans le monde, la seule fois, la renommée de la France et de sa capitale constituent ses grandes traditions de liberté et de justice.

Aussi j'interviens auprès de vous, Monsieur le Président de la République, pour que vous preniez toutes les mesures nécessaires pour que cessent sans délai, pour le plus grand bien de notre pays, ces actes déshonorants. »

PRÉNATAL

TOUT POUR LA FUTURE MAMAN - TOUT POUR LE NOUVEAU-NÉ

A PARIS
103 r. St-Lazare - M° St-Lazare
67 r. de Sèvres ; M° Sèvres-Babylone
39 r. de Rivoli ; M° Châtelet, Hôtel-de-Ville

SAINT-DENIS : 56 rue de la République
ARGENTEUIL : 2 rue Antonin Georges Belin
CHOISY-LE-ROI : 15 av. Anatole France
MANTES : 16 rue Gambetta
MEAUX : 9 rue du Gl Leclerc
BEAUVAIS - CHARTRES
COMPIÈGNE - CREIL - DREUX
ST-QUENTIN - SOISSONS

Catalogue gratuit sur demande à PRÉNATAL - Saint-Denis (Seine)

Où il apparaît que l'on n'est pas pressé de juger un gardien de la paix membre de l'O.A.S. et responsable de « coups et blessures » (mortels) sur un Algérien...

FACE au Palais de Justice, de l'autre côté du boulevard du Palais, un grand immeuble gris : la préfecture de police. De leur fenêtre, les magistrats ont ainsi sous les yeux le saint des saints où, Papon régnante, en sait ce qui se passe...

Je ne sais pourquoi, cette proximité, ce lien pour tout dire, me revenait à l'esprit l'autre après-midi lorsqu'à la 14e chambre du tribunal de grande instance fut appelée l'affaire Hamon.

Hamon François, gardien de la paix. Inculpation : coups et blessures. Situation : liberté provisoire.

A l'appel de son nom Hamon ne répond pas. Son conseil, Me Tixier-Vignancour, non plus. Ils n'ont pas daigné se présenter. Seul répond Me Charles Ledermann.

Me Ledermann, lui, sait pourquoi il est là.

Il est là parce que le 14 septembre 1959 le travailleur algérien Belaïd Chitti fut appréhendé « pour vérification d'identité » boulevard Bonne-Nouvelle. Parce que, dans la nuit du 14 au 15, il fut emmené au centre de triage de Vincennes. Parce qu'à demi inconscient, cette même nuit, ou plutôt à l'aube, il fut, vers 5 heures, placé dans un car en compagnie du gardien Hamon et emmené au commissariat central du 12e arrondissement. Parce que, dans ces locaux policiers, à 9 heures, il succomba. Parce que l'autopsie, pratiquée à la demande de la famille, révéla, entre autres, des fractures simples des 5e et 6e côtes, des doubles fractures des 7e et 8e, des ecchymoses cervicales, du sang dans les reins, l'éclatement du foie, etc.

Me Ledermann est là et il s'écrie : « J'appelle l'attention du tribunal sur la situation suivante : le policier Hamon n'aurait pas été touché par la citation, comme en fait foi le document figurant au dossier et qui porte la mention : « La voie indiquée n'existe par à Bagnolet ». Pourquoi la citation a-t-elle été envoyée à Bagnolet et non à Bagneux ? Aurait-on pu lui adresser cette citation boulevard du Palais à la préfecture de police ? Non, car il l'a quittée depuis plus de quinze jours pour la prison de la Santé ou de Fresnes pour cette inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat. »

Atteinte à la sûreté de l'Etat ? Eh oui, car depuis l'époque où il matraqua Chitti jusqu'à ce que mort s'ensuive — pardon jusqu'à ce que coups et blessures s'ensuivent, car lorsqu'il s'agit de la police et d'un Algérien, tel est le terme officiel — le gardien Hamon a été très actif. Actif et activiste. Ce qui lui a valu d'être arrêté à la frontière belge alors que, pour le compte de l'OAS, il transportait cent exemplaires de la feuille imprimée en Belgique sous le titre Nation-Europe, filiale de Jeune Nation, officiellement interdite en France.

Matraquage d'Algérien, appartenance à l'OAS, le gardien Hamon est vraiment l'homme du jour. Mais il faut croire que ce jour-là blesse les yeux des magistrats. Le président de la 14e chambre propose que l'affaire soit renvoyée au mois de mars.

Me LEDERMANN. — Mme la greffière me dit que le 11 décembre est libre...

LE SUBSTITUT. — Libre ? A moins que d'autres affaires soient fixées pour le 11 décembre par le parquet sans que le greffier en soit informé.

Enfin, malgré les arguties du représentant du gouvernement et les hésitations du président, le 11 décembre est retenu. En principe... A moins que...

Alain GUERIN.

Hier encore, des vivres, des vêtements, de l'argent distribués aux familles algériennes

Le Secours Populaire poursuit sans relâche la distribution de vivres, de vêtements et d'argent aux familles algériennes éprouvées par la répression.

Le 1er novembre, la solidarité ne s'est pas relâchée. Toute la journée, les permanences du Secours Populaire de la région parisienne ont connu un défilé ininterrompu. Un groupe de cinéastes français, à l'appel du Comité Ciné-Gauche, put apporté près d'une tonne de vêtements et 123.000 francs.

Le Comité du Secours Populaire du Pré-Saint-Gervais a organisé la collecte d'argent, de vivres, de médicaments et de vêtements dans le quartier où résident des Algériens. Le produit des premières collectes a été remis aux familles les plus nécessiteuses. Un enfant, dont le père a été emmené à Vincennes, est pris en charge par une famille.

Mais les besoins sont immenses. Le Secours Populaire lance un vibrant appel. Partout collectez, souscrivez pour les travailleurs algériens, leurs femmes, leurs enfants.

Les fonds peuvent être adressés au C.C.P. Geneviève Lauré 16.451,46, 48, rue Hermel, Paris.

Découverte du cadavre d'un Algérien, à Manlay

On a découvert, sur le bas-côté de la route nationale No 13, à Manlay, le cadavre d'un Algérien, Bihi Ben Ali, 30 ans, domicilié à Guerville. Il portait de graves blessures à la tête, provoquées vraisemblablement avec un instrument contondant.

TRIBUNE DES ANNONCES

Prix de la ligne de nos Petites Annonces paraissant dans toutes nos éditions :
— Toutes les taxes sont comprises.
— La ligne comprend 32 lettres, signes ou espaces.

ANNONCES PARAISSANT EN TOUTES EDITIONS

RUBRIQUE	HUMANITE	H et HD réunies
Demandes d'emploi	N.F. 1.65	N.F. 4.80
Offres d'emploi	» 3.30	» 7.30
Cours et Leçons	» 4.40	» 9.70
Perdus et Trouvés	» 4.40	» 9.70
TRIBUNE IMMOBILIERE		
Echanges, meublés demandés, locations	» 4.40	» 9.70
Appartements, villas, propriétés, terrains		
Meublés offres, Fonds de commerce	» 5.80	» 12.00
TRIBUNE DES DEUX ROUES		
Deux roues	» 4.40	» 9.70
Autos	» 5.00	» 12.00
VILLEGIATURES	» 4.50	» 11.00
DIVERS	» 5.00	» 12.60

● Nos petites annonces étant payables au comptant vous devez nous régler, en nous adressant votre texte à votre convenance : en espèces à nos guichets, en timbres, par mandat ou virement postal, par chèque.
● La correspondance, les paiements devront être adressés à : R.C.P., 125 rue Lafayette, à PARIS (9e). — C.C.P. 16-107-99 PARIS.
● Seule les abonnés au téléphone, figurant à l'annuaire, peuvent nous transmettre leurs annonces téléphonées à PRO. 97-58. Ils devront régler à réception de facture.

DEMANDES D'EMPLOI

URGT INFIRM. D.E. mat. poste pr Etab de Saint Prot 15 Beaudier 11, r Saint-Bernard (11e).

OFFRES D'EMPLOI

Synd dem. STENODACTYLO, bon sa aire. Semaine 42 h. Ecr. RGP n. 1694, 126, rue La Fayette (10e).

Représentants INGENIEUR SERRURIERS SOUDEURS Tr. sér. (carte pro) PRO 15.01, poste 442.

TRAVAUX A FACON

MACHINE A COUDRE
Vente, achat, réparations, transformations toutes marques, mot. électr. meubles sa im. FAC. PARTIE ... TEL. : NOR 79-16 ... de Crimée, Metro Crimée.

DEMENAGEMENTS

DEMENAGEMENT PARIS PROVINCE Devis gratuit. — LE PROFESSIONNEL 28, rue Duchesne, PARIS. — MOR. 75-96

Les Petites Annonces sont reçues à la R.C.P., 126, rue La Fayette, à PARIS (10e). Téléphone : PRO. 97-58.

APPARTEMENTS (achat)

Dispose 10.000 NF, rech. urgent 1-2 pces, même sans confort. Ecr. CUR, 162, Bd Voltaire (11e).

Ach. Cpt 1 ou 2 pces, cuis., même banlieue. Mme MERY, 4, rue Noisel, à LAGNY (S.-et-M.). TAI 58-84, poste 49 et midi.

APPARTEMENTS (vente)

PLAINE ST-DENIS App. 2 pces, cuis., entr. 18.000 avec 9.000, sans intermédiaire. Visite samedi et dimanche, de 14 h. à 18 h. — M. LE GUILLOU, Tél. ARC. 95-52.

500 NF COMPT.

RECEVILLE STUDIO + cuis., ch. centr. jeudi, vendr., 10-19 h. 36, r. Réaumur, Paris.

ST-DENIS. Bel. pce, cuis., ch. centr. Av. 4.000 + crédit. — JAS. 59-14.

LOCAL (recherche)

CH. LOCAL pour p. Menuiserie. Ecr. n. 807.

TRIBUNE DES OCCASIONS

Notre tarif comprend les taxes. Il donne droit à un maximum de 4 lignes. L'annonce paraît le JOUR DE VOTRE CHOIX DANS « L'HUMANITE » ET LE DIMANCHE SUIVANT DANS « L'HUMANITE DIMANCHE ». LA TRIBUNE DES OCCASIONS ne paraît que dans nos éditions de la région parisienne.

Pour une occasion d'une valeur inférieure à 50 N.F. les 4 lignes N.F.	2,50	Pour une occasion d'une valeur de 500 à 1.000 N.F. les 4 lignes N.F.	28,00
Pour une occasion d'une valeur de 50 à 100 N.F. les 4 lignes N.F.	5,00	Pour une occasion d'une valeur de 1.000 à 2.000 N.F. les 4 lignes N.F.	32,00
Pour une occasion d'une valeur de 100 à 200 N.F. les 4 lignes N.F.	8,00	Pour une occasion d'une val. supérieure à 2.000 N.F. les 4 lignes N.F.	48,00
Pour une occasion d'une valeur de 200 à 500 N.F. les 4 lignes N.F.	14,00	Proposition d'achat n'indiquant pas le prix de vente les 4 lignes N.F.	15,00

Nos Petites Annonces étant payables au comptant, vous devez nous régler, en nous adressant votre texte, à votre convenance : en espèces à nos guichets, en timbres, par mandat ou virement postal, par chèque.
La correspondance, les paiements devront être adressés à : R.C.P., 125, rue Lafayette, à PARIS (10e). — C.C.P. 16-107-99 PARIS.

VETEMENTS

Pardessus écos, grb foncé, tail. moy., 50 NF. Mme THIRIOT, 4, vh. du Bois, Bois-Colombes.

Veste fourrure toscane véritable, taille 46. Prix : 105 NF. BENKE, 21, rue Voltaire, à Paris.

LIVRES ET REVUES

Livres anglais (rel. 4e, Histoire XVIIe et XVIIIe, Sciences nat. (éd) d'Obre, Grammaire de Radovani. Prix variant de 1 NF 40 à 6 NF. Ecrire : COUSSAU, rue de la Poste, à BAIGNES (Charente).

Mécanique (cl. 2e) Demenerg, 11 NF, Technologie Prof. Gén. Tome II Campa, 6 NF, Chimie 2e techn. industr. Dunod, 3 NF, Géographie Perpillon (Hachette), 1 NF 50, Géométrie esp. de Lebossé et Hemery, 4 NF, Géométrie plane de Leo. et Hem., 4 NF, Algèbre de Leb. et Hem., 4 NF (pour cl. de sec. technique). Le tout parfait état. LAIGRE, 24, allée des Peupliers, à MASSY (Seine-et-Oise).

LES PETITES ANNONCES sont reçues à la R. C. P., 124, rue La Fayette, Paris (10e).